Nations Unies A/CN.9/501

Assemblée générale

Distr.: Générale
27 juin 2001

Français
Original: Anglais

Commission des Nations Unies pour le droit commercial international
Trente-quatrième session
Vienne, 25 juin-13 juillet 2001

État des conventions et des lois types

Note du Secrétariat

1. À sa treizième session (1980), la Commission a décidé qu'elle examinerait, à chacune de ses sessions, l'état des conventions auxquelles ses travaux avaient abouti (A/35/17, par. 163).

2. La présente note indique l'état des conventions et lois types découlant des travaux de la Commission. Elle indique également l'état de la Convention pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères (New York, 1958), qui a été adoptée avant la création de la Commission; cette Convention, en effet, est étroitement liée aux travaux de la Commission dans le domaine de l'arbitrage commercial international.

3. La note indique les changements intervenus depuis le 6 juin 2000, date à laquelle a été publié le dernier rapport sur la question (A/CN.9/474). Le nom des États qui sont devenus parties à une convention ou ont adopté des lois fondées sur une loi type depuis l'établissement du dernier rapport figure en caractères gras dans la liste ci-jointe.

4. Les renseignements que renferme la présente note sont à jour au 25 juin 2001. Pour les mises à jour régulières après la publication du présent document, prière de se reporter à la page d'accueil de la CNUDCI sur l'Internet « http://www.uncitral.org » ou de contacter le service du Secrétariat qui assume, au nom du Secrétaire général, les fonctions de dépositaire des traités multilatéraux (Section des traités, Bureau des affaires juridiques, Nations Unies, New York; adresse électronique: « http://www.un.org./Depts/Treaty/ ») (téléphone: 212-963-5472, télécopie: 212-963-3693).

5. La présente note porte sur les textes indiqués ci-après, la mention "instrument/dépôt d'instrument" désignant le dépôt d'un instrument de ratification,

V.01-85215 (F) 290601 290601

d'approbation, d'acceptation ou d'adhésion concernant un traité ou la participation à un traité par suite du dépôt d'un instrument relatif à un traité connexe:

- Convention sur la prescription en matière de vente internationale de marchandises signée à New York le 14 juin 1974, telle que modifiée par le Protocole du 11 avril 1980 (nombre d'États parties: 17);
- Convention sur la prescription en matière de vente internationale de marchandises (New York, 1974) [non modifiée] (dépôt d'un nouvel instrument par la Yougoslavie; nombre d'États parties: 24);
- Convention des Nations Unies sur le transport de marchandises par mer, 1978 ("Règles de Hambourg") (dépôt de nouveaux instruments par la Jordanie et Saint-Vincent-et-les Grenadines; nombre d'États parties: 28);
- Convention des Nations Unies sur les contrats de vente internationale de marchandises (Vienne, 1980) (dépôt de nouveaux instruments par l'Islande, Saint-Vincent-et-les Grenadines et la Yougoslavie; nombre d'États parties: 59);
- Convention des Nations Unies sur les lettres de change internationales et les billets à ordre internationaux (New York, 1988) (la Convention compte deux dépôts d'instrument; 10 dépôts supplémentaires sont requis pour qu'elle entre en vigueur);
- Convention des Nations Unies sur la responsabilité des exploitants de terminaux de transport dans le commerce international (Vienne, 1991) (la Convention compte deux dépôts d'instrument; cinq dépôts sont requis pour qu'elle entre en vigueur);
- Convention des Nations Unies sur les garanties indépendantes et les lettres de crédit stand-by (New York, 1995) (nombre d'États parties: 5);
- Convention pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères (New York, 1958) (dépôt de nouveaux instruments par le Honduras, Saint-Vincent-et-les Grenadines et la Yougoslavie; nombre d'États parties: 126);
- Loi type de la CNUDCI sur l'arbitrage commercial international, 1985 (adoption de nouvelles lois fondées sur la Loi type: Bélarus, Grèce, Madagascar et République de Corée);
- Loi type de la CNUDCI sur les virements internationaux (1992);
- Loi type de la CNUDCI sur la passation des marchés de biens, de travaux et de services (1994);
- Loi type de la CNUDCI sur le commerce électronique (1996) (adoption de nouvelles lois fondées sur la Loi type: États de Jersey (dépendance de la Couronne du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord), Irlande, Philippines et Slovénie);
- Loi type de la CNUDCI sur l'insolvabilité internationale (1997) (adoption de nouvelles lois fondées sur la Loi type: Afrique du Sud).

I. Participation aux conventions

1. Convention sur la prescription en matière de vente internationale de marchandises, signée à New York le 14 juin 1974, telle que modifiée par le Protocole du 11 avril 1980

État 1/	*Adhésion a), succession d) ou participation aux termes des articles VIII ou X* du Protocole du 11 avril 1980***	*Entrée en vigueur*
Argentine	19 juillet 1983 a)	1er août 1988
Bélarus	23 janvier 1997 a)	1er août 1997
Cuba	2 novembre 1994 a)	1er juin 1995
Égypte	6 décembre 1982 a)	1er août 1988
États-Unis d'Amérique 3/	5 mai 1994	1er décembre 1994
Guinée	23 janvier 1991 a)	1er août 1991
Hongrie	16 juin 1983 a)	1er août 1988
Mexique	21 janvier 1988 a)	1er août 1988
République de Moldova	28 août 1997 a)	1er mars 1998
Ouganda	12 février 1992	1er septembre 1992
Pologne	19 mai 1995	1er décembre 1995
République tchèque 2/ 3/	30 septembre 1993 d)	1er janvier 1993
Roumanie	23 avril 1992 a)	1er novembre 1992
Slovaquie 2/	28 mai 1993 d)	1er janvier 1993
Slovénie	2 août 1995	1er mars 1996
Uruguay	1er avril 1997	1er novembre 1997
Zambie	6 juin 1986 a)	1er août 1988

Nombre d'États parties: 17

* Conformément au paragraphe 1 de l'article VIII du Protocole, ce dernier est ouvert à l'adhésion de tous les États.

Conformément au paragraphe 2 de l'article VIII du Protocole, l'adhésion au Protocole par un État qui n'est pas partie contractante à la Convention de 1974 a l'effet d'une adhésion à la Convention telle que modifiée par le Protocole, sous réserve des dispositions de l'article XI du Protocole.

Conformément à l'article X du Protocole, si un État ratifie la Convention de 1974 ou y adhère après l'entrée en vigueur du Protocole, cette ratification ou adhésion constitue également une adhésion au Protocole à condition que l'État adresse au dépositaire une notification à cet effet.

** Pour savoir lesquels des États ci-dessus sont parties au Protocole de 1980, prière de contacter la Section des traités qui assume, au nom du Secrétaire général, les fonctions de dépositaire du Protocole (voir le paragraphe 4 ci-dessus).

1/ La République démocratique allemande participait à la Convention du fait de son adhésion au Protocole, le 31 août 1989.

2/ La Tchécoslovaquie participait à la Convention du fait de son adhésion au Protocole, le 5 mars 1990.

N. B. Le texte de la Convention, tel que modifié par le Protocole, a été établi par le Secrétaire général, conformément à l'article XIV du Protocole.

Déclarations et réserves

3/ Au moment de l'adhésion, la Tchécoslovaquie et les États-Unis d'Amérique ont déclaré qu'en vertu de l'article XII, ils ne se considéraient pas comme liés par l'article premier.

2. Convention sur la prescription en matière de vente internationale de marchandises (New York, 1974) [non modifiée] +/

État a/	*Signature*	*Ratification, adhésion a), succession d) ou participation aux termes de l'article XI du Protocole du 11 avril 1980*** p)	*Entrée en vigueur*
Argentine		9 octobre 1981 a)	1er août 1988
Bélarus	14 juin 1974	23 janvier 1997 p)	1er août 1997
Bosnie-Herzégovine		12 janvier 1994 d)	6 mars 1992
Brésil	14 juin 1974		
Bulgarie	24 février 1975		
Burundi		4 septembre 1998 a)	1er avril 1999
Costa Rica	30 août 1974		
Cuba		2 novembre 1994 p)	1er juin 1995
Égypte		6 décembre 1982 p)	1er août 1988
États-Unis d'Amérique		5 mai 1994 a)	1er décembre 1994
Fédération de Russie b/	14 juin 1974		
Ghana	5 décembre 1974	7 octobre 1975	1er août 1988
Guinée		23 janvier 1991 a)	1er août 1991
Hongrie	14 juin 1974	16 juin 1983	1er août 1988
Mexique		21 janvier 1988 a)	1er août 1988
Mongolie	14 juin 1974		

État a/	*Signature*	*Ratification, adhésion a), succession d) ou participation aux termes de l'article XI du Protocole du 11 avril 1980*** p)	*Entrée en vigueur*
Nicaragua	13 mai 1975		
Norvège 1/	11 décembre 1975	20 mars 1980	1er août 1988
Ouganda		12 février 1992 a)	1er septembre 1992
Pologne	14 juin 1974	19 mai 1995	1er décembre 1995
République de Moldova		28 août 1997 a)	1er mars 1998
République dominicaine		23 décembre 1977 a)	1er août 1988
République tchèque c/		30 septembre 1993 d)	1er janvier 1993
Roumanie		23 avril 1992 a)	1er novembre 1992
Slovaquie c/		28 mai 1993 d)	1er janvier 1993
Slovénie		2 août 1995 p)	1er mars 1996
Ukraine	14 juin 1974	13 septembre 1993	1er avril 1994
Uruguay		1er avril 1997 a)	1er novembre 1997
Yougoslavie d/		**12 mars 2001 d)**	**27 avril 1992**
Zambie		6 juin 1986 p)	1er août 1988

Nombre d'États parties: 24

+/ Le texte de la Convention a été établi en anglais, chinois, espagnol, français et russe, chacune de ces langues faisant foi. Le 11 août 1992, le Secrétaire général, en réponse à une demande de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international, a distribué une proposition tendant à ce qu'une version en arabe de la Convention, faisant également foi, soit adoptée. Aucune objection n'ayant été soulevée, le texte arabe a été considéré comme adopté le 9 novembre 1992, et fait foi au même titre que les textes dans les autres langues dont fait mention la Convention.

** Aux termes de l'article XI du Protocole, tout État qui devient partie contractante à la Convention telle que modifiée par le Protocole et qui n'adresse pas de notification en sens contraire au dépositaire est considéré comme étant également partie contractante à la Convention non modifiée dans ses rapports avec toute partie contractante à cette dernière Convention qui n'est pas devenue partie contractante au Protocole.

a/ La Convention a été signée le 14 juin 1974 par l'ex-République démocratique allemande, qui l'a ratifiée le 31 août 1989; elle est entrée en vigueur le 1er mars 1990.

b/ La Fédération de Russie a succédé, le 24 décembre 1991, à l'Union des Républiques socialistes soviétiques (URSS) en tant qu'État Membre de

l'Organisation des Nations Unies, et assume depuis cette date tous les droits et obligations de l'URSS au titre de la Charte des Nations Unies et des traités multilatéraux déposés auprès du Secrétaire général.

c/ La Convention a été signée le 29 août 1975 par l'ex-Tchécoslovaquie et un instrument de ratification a été déposé le 26 mai 1977; elle est entrée en vigueur, pour l'ex-Tchécoslovaquie, le 1er août 1988. La Slovaquie, le 28 mai 1993, et la République tchèque, le 30 septembre 1993, ont déposé des instruments de succession, avec effet à compter du 1er janvier 1993, date de succession des États.

d/ L'ex-Yougoslavie a adhéré à la Convention le 27 novembre 1978. Dans un instrument déposé le 12 mars 2001, la République fédérale de Yougoslavie a fait la déclaration suivante: "La Convention est entrée en vigueur pour la Yougoslavie le 27 mars 1992, date de la succession."

Déclarations et réserves

1/ Au moment de la signature, la Norvège a déclaré qu'en vertu de l'article 34, la Convention ne régirait pas les contrats de vente conclus entre un vendeur et un acheteur ayant tous deux leur établissement sur le territoire des pays nordiques (Norvège, Danemark, Finlande, Islande et Suède), déclaration qu'elle a confirmée au moment de la ratification.

3. Convention des Nations Unies sur le transport de marchandises par mer (Hambourg, 1978)

État	*Signature*	*Ratification, adhésion a) ou succession d)*	*Entrée en vigueur*
Allemagne	31 mars 1978		
Autriche	30 avril 1979	29 juillet 1993	1er août 1994
Barbade		2 février 1981 a)	1er novembre 1992
Botswana		16 février 1988 a)	1er novembre 1992
Brésil	31 mars 1978		
Burkina Faso		14 août 1989 a)	1er novembre 1992
Burundi		4 septembre 1998 a)	1er octobre 1999
Cameroun		21 octobre 1993 a)	1er novembre 1994
Chili	31 mars 1978	9 juillet 1982	1er novembre 1992
Danemark	18 avril 1979		
Égypte	31 mars 1978	23 avril 1979	1er novembre 1992
Équateur	31 mars 1978		
États-Unis d'Amérique	30 avril 1979		
Finlande	18 avril 1979		
France	18 avril 1979		
Gambie		7 février 1996 a)	1er mars 1997

État	*Signature*	*Ratification, adhésion a) ou succession d)*	*Entrée en vigueur*
Géorgie		21 mars 1996 a)	1er avril 1997
Ghana	31 mars 1978		
Guinée		23 janvier 1991 a)	1er novembre 1992
Hongrie	23 avril 1979	5 juillet 1984	1er novembre 1992
Jordanie		**10 mai 2001 a)**	**1er juin 2002**
Kenya		31 juillet 1989 a)	1er novembre 1992
Lesotho		26 octobre 1989 a)	1er novembre 1992
Liban		4 avril 1983 a)	1er novembre 1992
Madagascar	31 mars 1978		
Malawi		18 mars 1991 a)	1er novembre 1992
Maroc		12 juin 1981 a)	1er novembre 1992
Mexique	31 mars 1978		
Nigéria		7 novembre 1988 a)	1er novembre 1992
Norvège	18 avril 1979		
Ouganda		6 juillet 1979 a)	1er novembre 1992
Pakistan	8 mars 1979		
Panama	31 mars 1978		
Philippines	14 juin 1978		
Portugal	31 mars 1978		
République démocratique du Congo	19 avril 1979		
République tchèque a/	2 juin 1993 d)	23 juin 1995	1er juillet 1996
République-Unie de Tanzanie		24 juillet 1979 a)	1er novembre 1992
Roumanie		7 janvier 1982 a)	1er novembre 1992
Saint-Siège	31 mars 1978		
Saint-Vincent-et-les Grenadines		**12 septembre 2000 a)**	**1er octobre 2001**
Sénégal	31 mars 1978	17 mars 1986	1er novembre 1992
Sierra Leone	15 août 1978	7 octobre 1988	1er novembre 1992
Singapour	31 mars 1978		
Slovaquie a/	28 mai 1993 d)		
Suède	18 avril 1979		
Tunisie		15 septembre 1980 a)	1er novembre 1992
Venezuela	31 mars 1978		
Zambie		7 octobre 1991 a)	1er novembre 1992

Nombre d'États parties: 28

a/ La Convention a été signée le 6 mars 1979 par l'ex-Tchécoslovaquie (voir note 1/ ci-dessous). Le 28 mai 1993, la Slovaquie et, le 2 juin 1993, la République tchèque ont déposé leurs instruments de succession à la signature; la République tchèque a déposé son instrument de ratification le 23 juin 1995. Lors de la ratification, la République tchèque a retiré la déclaration visée à la note 1/ ci-dessous qui avait été faite par l'ex-Tchécoslovaquie.

Déclarations et réserves

1/ Au moment de la signature, l'ex-Tchécoslovaquie avait communiqué, en vertu de l'article 26, la formule utilisée pour convertir en couronnes tchécoslovaques les montants correspondant aux limites de responsabilité visés au paragraphe 2 dudit article, ainsi que lesdits montants applicables sur le territoire de la Tchécoslovaquie, exprimés en couronnes tchécoslovaques.

4. Convention des Nations Unies sur les contrats de vente internationale de marchandises (Vienne, 1980)

État	*Signature*	*Ratification, adhésion a), approbation AA), acceptation A), succession d)*	*Entrée en vigueur*
Allemagne a/ 1/	26 mai 1981	21 décembre 1989	1er janvier 1991
Argentine 2/		19 juillet 1983 a)	1er janvier 1988
Australie		17 mars 1988 a)	1er avril 1989
Autriche	11 avril 1980	29 décembre 1987	1er janvier 1989
Bélarus 2/		9 octobre 1989 a)	1er novembre 1990
Belgique		31 octobre 1996 a)	1er novembre 1997
Bosnie-Herzégovine		12 janvier 1994 d)	6 mars 1992
Bulgarie		9 juillet 1990 a)	1er août 1991
Burundi		4 septembre 1998 a)	1er octobre 1999
Canada 3/		23 avril 1991 a)	1er mai 1992
Chili 2/	11 avril 1980	7 février 1990	1er mars 1991
Chine 4/	30 septembre 1981	11 décembre 1986 AA)	1er janvier 1988
Croatie d/		8 juin 1998 d)	8 octobre 1991
Cuba		2 novembre 1994 a)	1er décembre 1995
Danemark 5/	26 mai 1981	14 février 1989	1er mars 1990
Égypte		6 décembre 1982 a)	1er janvier 1988
Équateur		27 janvier 1992 a)	1er février 1993
Espagne		24 juillet 1990 a)	1er août 1991
Estonie 2/		20 septembre 1993 a)	1er octobre 1994

État	*Signature*	*Ratification, adhésion a), approbation AA), acceptation A), succession d)*	*Entrée en vigueur*
États-Unis d'Amérique 6/	31 août 1981	11 décembre 1986	1er janvier 1988
Fédération de Russie b/ 2/		16 août 1990 a)	1er septembre 1991
Finlande 5/	26 mai 1981	15 décembre 1987	1er janvier 1989
France	27 août 1981	6 août 1982 AA)	1er janvier 1988
Géorgie		16 août 1994 a)	1er septembre 1995
Ghana	11 avril 1980		
Grèce		12 janvier 1998 a)	1er février 1999
Guinée		23 janvier 1991 a)	1er février 1992
Hongrie 2/ 7/	11 avril 1980	16 juin 1983	1er janvier 1988
Iraq		5 mars 1990 a)	1er avril 1991
Islande		**10 mai 2001 a)**	**1er juin 2002**
Italie	30 septembre 1981	11 décembre 1986	1er janvier 1988
Kirghizistan		11 mai 1999 a)	1er juin 2000
Lesotho	18 juin 1981	18 juin 1981	1er janvier 1988
Lettonie 2/		31 juillet 1997 a)	1er août 1998
Lituanie 2/		18 janvier 1995 a)	1er février 1996
Luxembourg		30 janvier 1997 a)	1er février 1998
Mauritanie		20 août 1999 a)	1er septembre 2000
Mexique		29 décembre 1987 a)	1er janvier 1989
Mongolie		31 décembre 1997 a)	1er janvier 1999
Norvège 5/	26 mai 1981	20 juillet 1988	1er août 1989
Nouvelle-Zélande		22 septembre 1994 a)	1er octobre 1995
Ouganda		12 février 1992 a)	1er mars 1993
Ouzbékistan		27 novembre 1996 a)	1er décembre 1997
Pays-Bas	29 mai 1981	13 décembre 1990 A)	1er janvier 1992
Pérou		25 mars 1999 a)	1er avril 2000
Pologne	28 septembre 1981	19 mai 1995	1er juin 1996
République arabe syrienne		19 octobre 1982 a)	1er janvier 1988
République de Moldova		13 octobre 1994 a)	1er novembre 1995
République tchèque c/ 6/		30 septembre 1993 d)	1er janvier 1993
Roumanie		22 mai 1991 a)	1er juin 1992

État	*Signature*	*Ratification, adhésion a), approbation AA), acceptation A), succession d)*	*Entrée en vigueur*
Saint-Vincent-et-les Grenadines 6/		**12 septembre 2000 a)**	**1er octobre 2001**
Singapour 6/	11 avril 1980	16 février 1995	1er mars 1996
Slovaquie c/ 6/		28 mai 1993 d)	1er janvier 1993
Slovénie		7 janvier 1994 d)	25 juin 1991
Suède 5/	26 mai 1981	15 décembre 1987	1er janvier 1989
Suisse		21 février 1990 a)	1er mars 1991
Ukraine 2/		3 janvier 1990 a)	1er février 1991
Uruguay		25 janvier 1999 a)	1er février 2000
Venezuela	28 septembre 1981		
Yougoslavie e/		**12 mars 2001 d)**	**27 avril 1992**
Zambie		6 juin 1986 a)	1er janvier 1988

Nombre d'États parties: 59

a/ La Convention a été signée le 13 août 1981 par l'ex-République démocratique allemande, qui l'a ratifiée le 23 février 1989; elle est entrée en vigueur le 1er mars 1990.

b/ La Fédération de Russie a succédé, le 24 décembre 1991, à l'Union des Républiques socialistes soviétiques (URSS) en tant qu'État Membre de l'Organisation des Nations Unies, et assume depuis cette date tous les droits et obligations de l'URSS au titre de la Charte des Nations Unies et des traités multilatéraux déposés auprès du Secrétaire général.

c/ La Convention a été signée le 1er septembre 1981 par l'ex-Tchécoslovaquie et un instrument de ratification a été déposé le 5 mars 1990; elle est entrée en vigueur, pour l'ex-Tchécoslovaquie, le 1er avril 1991 7/. La Slovaquie, le 28 mai 1993, et la République tchèque, le 30 septembre 1993, ont déposé des instruments de succession, avec effet à compter du 1er janvier 1993, date de succession des États.

d/ Au moment de l'adhésion, la République de Croatie a décidé, en se fondant sur la Décision constitutionnelle relative à la souveraineté et à l'indépendance de la République de Croatie du 25 juin 1991 et sur la Décision prise par le Parlement croate le 8 octobre 1991, et agissant en ce qui concerne son territoire en qualité de successeur de la République socialiste fédérative de Yougoslavie, de se faire considérer comme Partie à la Convention à compter du 8 octobre 1991, date à laquelle elle a coupé tous ses liens constitutionnels et juridiques avec la République socialiste fédérative de Yougoslavie et commencé à assumer ses obligations internationales.

e/ L'ex-Yougoslavie a signé et ratifié la Convention le 11 avril 1980 et le 27 mars 1985, respectivement. Dans un instrument déposé le 12 mars 2001, la République fédérale de Yougoslavie a fait la déclaration suivante: "La Convention a pris effet pour la Yougoslavie le 27 avril 1992, date de la succession."

Déclarations et réserves

1/ Au moment de la ratification, l'Allemagne a déclaré qu'elle n'appliquerait pas l'alinéa b) du paragraphe 1 de l'article premier pour tout État ayant déclaré qu'il n'appliquerait pas ledit alinéa.

2/ État ayant déclaré, conformément aux dispositions des articles 12 et 96 de la Convention, que toute disposition de l'article 11, de l'article 29 ou de la deuxième partie de la Convention autorisant une autre forme que la forme écrite, soit pour la conclusion, la modification ou la résiliation amiable d'un contrat de vente, soit pour toute offre, acceptation ou autre manifestation d'intention, ne s'appliquerait pas dès lors qu'une des Parties aurait son établissement sur son territoire.

3/ Au moment de son adhésion, le Canada a déclaré, conformément à l'article 93, que la Convention s'appliquerait à l'Alberta, à la Colombie britannique, à l'Île du Prince-Édouard, au Manitoba, à la Nouvelle-Écosse, au Nouveau-Brunswick, à l'Ontario, à Terre-Neuve et aux Territoires du Nord-Ouest. (Au moment de son adhésion, le Canada avait déclaré, conformément à l'article 95, que, s'agissant de la Colombie britannique, il ne serait pas lié par l'alinéa b) du paragraphe 1 de l'article premier de la Convention. Dans une notification reçue le 31 juillet 1992, le Canada a retiré cette déclaration.) Dans une déclaration reçue le 9 avril 1992, le Canada a étendu l'application de la Convention au Québec et à la Saskatchewan. Dans une notification reçue le 29 juin 1992, le Canada a étendu l'application de la Convention au Yukon.

4/ Au moment de l'approbation, la Chine a déclaré qu'elle ne se considérait pas comme liée par l'alinéa b) du paragraphe 1 de l'article premier ni par l'article 11, non plus que par les dispositions de la Convention se rattachant à la teneur de l'article 11.

5/ Au moment de la ratification, le Danemark, la Finlande, la Norvège et la Suède ont déclaré, en vertu du paragraphe 1 de l'article 92, qu'ils ne seraient pas liés par la deuxième partie de la Convention (formation du contrat). Au moment de la ratification, le Danemark, la Finlande, la Norvège et la Suède ont déclaré, en application des paragraphes 1 et 2 de l'article 94, que la Convention ne s'appliquerait pas aux contrats de vente conclus entre des Parties ayant leur établissement au Danemark, en Finlande, en Suède, en Islande ou en Norvège.

6/ État ayant déclaré qu'il ne serait pas lié par l'alinéa b) du paragraphe 1 de l'article premier.

7/ Au moment de la ratification, la Hongrie a déclaré qu'elle considérait les Conditions générales de livraison de marchandises entre organisations des pays membres du Conseil d'assistance économique mutuelle comme relevant des dispositions de l'article 90 de la Convention.

5. Convention des Nations Unies sur les lettres de change internationales et les billets à ordre internationaux (New York, 1988)

État	*Signature*	*Ratification, adhésion a)*	*Entrée en vigueur*
Canada	7 décembre 1989		
États-Unis d'Amérique	29 juin 1990		
Fédération de Russie a/	30 juin 1990		
Guinée		23 janvier 1991 a)	
Mexique		11 septembre 1992 a)	

Simples signatures: 3; ratifications et adhésions: 2.
(10 DÉPÔTS D'INSTRUMENT SONT REQUIS POUR L'ENTRÉE EN VIGUEUR DE LA CONVENTION)

a/ La Fédération de Russie a succédé, le 24 décembre 1991, à l'Union des Républiques socialistes soviétiques (URSS) en tant qu'État Membre de l'Organisation des Nations Unies, et assume depuis cette date tous les droits et obligations de l'URSS au titre de la Charte des Nations Unies et des traités multilatéraux déposés auprès du Secrétaire général.

6. Convention des Nations Unies sur la responsabilité des exploitants de terminaux de transport dans le commerce international (Vienne, 1991)

État	*Signature*	*Ratification, adhésion a)*	*Entrée en vigueur*
Égypte		6 avril 1999 a)	
Espagne	19 avril 1991		
États-Unis d'Amérique	30 avril 1992		
France	15 octobre 1991		
Géorgie		21 mars 1996 a)	
Mexique	19 avril 1991		
Philippines	19 avril 1991		

Simples signatures: 5; ratifications et adhésions: 2.
(CINQ DÉPÔTS D'INSTRUMENT SONT REQUIS POUR L'ENTRÉE EN VIGUEUR DE LA CONVENTION)

7. Convention des Nations Unies sur les garanties indépendantes et les lettres de crédit stand-by (New York, 1995)

État	*Signature*	*Ratification, adhésion a)*	*Entrée en vigueur*
Bélarus	3 décembre 1996		
El Salvador	5 septembre 1997	31 juillet 1998	1er janvier 2000
Équateur		18 juin 1997 a)	1er janvier 2000
États-Unis d'Amérique	11 décembre 1997		
Koweït		28 octobre 1998 a)	1er janvier 2000
Panama	9 juillet 1997	21 mai 1998 a)	1er janvier 2000
Tunisie		8 décembre 1998 a)	1er janvier 2000

Simples signatures: 4; ratifications et adhésions: 5

8. Convention pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères (New York, 1958)

État	*Signature*	*Ratification, adhésion a), succession d)*	*Entrée en vigueur*
Afrique du Sud		3 mai 1976 a)	1er août 1976
Algérie 1/ 2/		7 février 1989 a)	8 mai 1989
Allemagne a/ 1/ 3/	10 juin 1958	30 juin 1961	28 septembre 1961
Antigua-et-Barbuda 1/ 2/		2 février 1989 a)	3 mai 1989
Arabie saoudite		19 avril 1994 a)	18 juillet 1994
Argentine 1/ 2/ 4/	26 août 1958	14 mars 1989	12 juin 1989
Arménie 1/ 2/		29 décembre 1997 a)	29 mars 1998
Australie		26 mars 1975 a)	24 juin 1975
Autriche		2 mai 1961 a)	31 juillet 1961
Azerbaïdjan		29 février 2000 a)	29 mai 2000
Bahreïn 1/ 2/		6 avril 1988 a)	5 juillet 1988
Bangladesh		6 mai 1992 a)	4 août 1992
Barbade 2/		16 mars 1993 a)	14 juin 1993
Bélarus 1/ 5/	29 décembre 1958	15 novembre 1960	13 février 1961
Belgique 1/	10 juin 1958	18 août 1975	16 novembre 1975
Bénin		16 mai 1974 a)	14 août 1974
Bolivie		28 avril 1995 a)	27 juillet 1995
Bosnie-Herzégovine e/ 1/ 2/ 6/		1er septembre 1993 d)	6 mars 1992
Botswana 1/ 2/		20 décembre 1971 a)	19 mars 1972

État	*Signature*	*Ratification, adhésion a), succession d)*	*Entrée en vigueur*
Brunéi Darussalam 1/		25 juillet 1996 a)	23 octobre 1996
Bulgarie 1/ 5/	17 décembre 1958	10 octobre 1961	8 janvier 1962
Burkina Faso		23 mars 1987 a)	21 juin 1987
Cambodge		5 janvier 1960 a)	4 avril 1960
Cameroun		19 février 1988 a)	19 mai 1988
Canada 7/		12 mai 1986 a)	10 août 1986
Chili		4 septembre 1975 a)	3 décembre 1975
Chine 1/ 2/		22 janvier 1987 a)	22 avril 1987
Chypre 1/ 2/		29 décembre 1980 a)	29 mars 1981
Colombie		25 septembre 1979 a)	24 décembre 1979
Costa Rica	10 juin 1958	26 octobre 1987	24 janvier 1988
Côte d'Ivoire		1er février 1991 a)	2 mai 1991
Croatie e/ 1/ 2/ 6/		26 juillet 1993 d)	8 octobre 1991
Cuba 1/ 2/ 5/		30 décembre 1974 a)	30 mars 1975
Danemark 1/ 2/		22 décembre 1972 a)	22 mars 1973
Djibouti e/		14 juin 1983 d)	27 juin 1977
Dominique		28 octobre 1988 a)	26 janvier 1989
Égypte		9 mars 1959 a)	7 juin 1959
El Salvador	10 juin 1958	26 février 1998	27 mai 1998
Équateur 1/ 2/	17 décembre 1958	3 janvier 1962	3 avril 1962
Espagne		12 mai 1977 a)	10 août 1977
Estonie		30 août 1993 a)	28 novembre 1993
États-Unis d'Amérique 1/ 2/		30 septembre 1970 a)	29 décembre 1970
ex-République yougoslave de Macédoine e/ 1/ 2/ 6/		10 mars 1994 d)	17 septembre 1991
Fédération de Russie b/ 1/ 5/	29 décembre 1958	24 août 1960	22 novembre 1960
Finlande	29 décembre 1958	19 janvier 1962	19 avril 1962
France 1/	25 novembre 1958	26 juin 1959	24 septembre 1959
Géorgie		2 juin 1994 a)	31 août 1994
Ghana		9 avril 1968 a)	8 juillet 1968
Grèce 1/ 2/		16 juillet 1962 a)	14 octobre 1962
Guatemala 1/ 2/		21 mars 1984 a)	19 juin 1984
Guinée		23 janvier 1991 a)	23 avril 1991
Haïti		5 décembre 1983 a)	4 mars 1984
Honduras		**3 octobre 2000 a)**	**1er janvier 2001**
Hongrie 1/ 2/		5 mars 1962 a)	3 juin 1962

État	*Signature*	*Ratification, adhésion a), succession d)*	*Entrée en vigueur*
Inde 1/ 2/	10 juin 1958	13 juillet 1960	11 octobre 1960
Indonésie 1/ 2/		7 octobre 1981 a)	5 janvier 1982
Irlande 1/		12 mai 1981 a)	10 août 1981
Israël	10 juin 1958	5 janvier 1959	7 juin 1959
Italie		31 janvier 1969 a)	1er mai 1969
Japon 1/		20 juin 1961 a)	18 septembre 1961
Jordanie	10 juin 1958	15 novembre 1979	13 février 1980
Kazakhstan		20 novembre 1995 a)	18 février 1996
Kenya 1/		10 février 1989 a)	11 mai 1989
Kirghizistan		18 décembre 1996 a)	18 mars 1997
Koweït 1/		28 avril 1978 a)	27 juillet 1978
Lesotho		13 juin 1989 a)	11 septembre 1989
Lettonie		14 avril 1992 a)	13 juillet 1992
Liban 1/		11 août 1998 a)	9 novembre 1998
Lituanie 5/		14 mars 1995 a)	12 juin 1995
Luxembourg 1/	11 novembre 1958	9 septembre 1983	8 décembre 1983
Madagascar 1/ 2/		16 juillet 1962 a)	14 octobre 1962
Malaisie 1/ 2/		5 novembre 1985 a)	3 février 1986
Mali		8 septembre 1994 a)	7 décembre 1994
Malte 1/ 11/		22 juin 2000 a)	20 septembre 2000
Maroc 1/		12 février 1959 a)	7 juin 1959
Maurice 1/		19 juin 1996 a)	17 septembre 1996
Mauritanie		30 janvier 1997 a)	30 avril 1997
Mexique		14 avril 1971 a)	13 juillet 1971
Monaco 1/ 2/	31 décembre 1958	2 juin 1982	31 août 1982
Mongolie 1/ 2/		24 octobre 1994 a)	22 janvier 1995
Mozambique 1/		11 juin 1998 a)	9 septembre 1998
Népal 1/ 2/		4 mars 1998 a)	2 juin 1998
Niger		14 octobre 1964 a)	12 janvier 1965
Nigéria 1/ 2/		17 mars 1970 a)	15 juin 1970
Norvège 1/ 8/		14 mars 1961 a)	12 juin 1961
Nouvelle-Zélande 1/		6 janvier 1983 a)	6 avril 1983
Oman		25 février 1999 a)	26 mai 1999
Ouganda 1/		12 février 1992 a)	12 mai 1992
Ouzbékistan		7 février 1996 a)	7 mai 1996
Pakistan	30 décembre 1958		
Panama		10 octobre 1984 a)	8 janvier 1985
Paraguay		8 octobre 1997 a)	6 janvier 1998

État	*Signature*	*Ratification, adhésion a), succession d)*	*Entrée en vigueur*
Pays-Bas 1/	10 juin 1958	24 avril 1964	23 juillet 1964
Pérou		7 juillet 1988 a)	5 octobre 1988
Philippines 1/ 2/	10 juin 1958	6 juillet 1967	4 octobre 1967
Pologne 1/ 2/	10 juin 1958	3 octobre 1961	1er janvier 1962
Portugal c/ 1/		18 octobre 1994 a)	16 janvier 1995
République arabe syrienne		9 mars 1959 a)	7 juin 1959
République centrafricaine 1/ 2/		15 octobre 1962 a)	13 janvier 1963
République de Corée 1/ 2/		8 février 1973 a)	9 mai 1973
République démocratique populaire lao		17 juin 1998 a)	15 septembre 1998
République de Moldova 1/		18 septembre 1998	17 décembre 1998
République tchèque d/ e/		30 septembre 1993 d)	1er janvier 1993
République-Unie de Tanzanie 1/		13 octobre 1964 a)	12 janvier 1965
Roumanie 1/ 2/ 5/		13 septembre 1961 a)	12 décembre 1961
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord 1/		24 septembre 1975 a)	23 décembre 1975
Saint-Marin		17 mai 1979 a)	15 août 1979
Saint-Siège 1/ 2/		14 mai 1975 a)	12 août 1975
Saint-Vincent-et-les Grenadines 1/ 2/		**12 septembre 2000 a)**	**11 décembre 2000**
Sénégal		17 octobre 1994 a)	15 janvier 1995
Singapour 1/		21 août 1986 a)	19 novembre 1986
Slovaquie d/ e/		28 mai 1993 d)	1er janvier 1993
Slovénie e/ 1/ 2/ 6/		6 juillet 1992 d)	25 juin 1991
Sri Lanka	30 décembre 1958	9 avril 1962	8 juillet 1962
Suède	23 décembre 1958	28 janvier 1972	27 avril 1972
Suisse 9/	29 décembre 1958	1er juin 1965	30 août 1965
Thaïlande		21 décembre 1959 a)	20 mars 1960
Trinité-et-Tobago 1/ 2/		14 février 1966 a)	15 mai 1966
Tunisie 1/ 2/		17 juillet 1967 a)	15 octobre 1967
Turquie 1/ 2/		2 juillet 1992 a)	30 septembre 1992
Ukraine 1/ 5/	29 décembre 1958	10 octobre 1960	8 janvier 1961
Uruguay		30 mars 1983 a)	28 juin 1983

État	*Signature*	*Ratification, adhésion a), succession d)*	*Entrée en vigueur*
Venezuela 1/ 2/		8 février 1995 a)	9 mai 1995
Viet Nam 1/ 2/ 5/ 10/		12 septembre 1995 a)	11 décembre 1995
Yougoslavie f/ 1/ 2/ 6/		**12 mars 2001 d)**	**27 avril 1992**
Zimbabwe		29 septembre 1994 a)	28 décembre 1994

Nombre d'États parties: 126

a/ La Convention a fait l'objet d'une adhésion de l'ex-République démocratique allemande le 20 février 1975, avec les réserves 1/, 2/ et 5/.

b/ La Fédération de Russie a succédé, le 24 décembre 1991, à l'Union des Républiques socialistes soviétiques (URSS) en tant qu'État Membre de l'Organisation des Nations Unies, et assume depuis cette date tous les droits et obligations de l'URSS au titre de la Charte des Nations Unies et des traités multilatéraux déposés auprès du Secrétaire général.

c/ Le 12 novembre 1999, le Portugal a présenté une déclaration d'application de la Convention au territoire de Macao. Conformément au paragraphe 2 de l'article X, cette notification a pris effet le 10 février 2000.

d/ La Convention a été signée par l'ex-Tchécoslovaquie le 3 octobre 1958 et un instrument de ratification a été déposé le 10 juillet 1959 1/ 5/. Le 28 mai 1993, la Slovaquie et, le 30 septembre 1993, la République tchèque ont déposé des instruments de succession.

e/ Les successions ont pris effet aux dates suivantes: le 6 mars 1992 pour la Bosnie-Herzégovine, le 8 octobre 1991 pour la Croatie, le 27 juin 1977 pour Djibouti, le 17 septembre 1991 pour l'ex-République yougoslave de Macédoine, le 1er janvier 1993 pour la République tchèque, le 1er janvier 1993 pour la Slovaquie et le 25 juin 1991 pour la Slovénie.

f/ L'ex-Yougoslavie a adhéré à la Convention le 26 février 1982. Le 12 mars 2001, le Secrétaire général a reçu du Gouvernement de la République fédérale de Yougoslavie une notification de succession confirmant la déclaration en date du 28 juin 1982 faite par la République socialiste fédérative de Yougoslavie (voir les notes 1/ 2/ et 6/).

Déclarations et réserves
(À l'exclusion des déclarations territoriales et de certaines autres réserves et déclarations de nature politique)

1/ La Convention s'applique uniquement à la reconnaissance et à l'exécution des sentences prononcées sur le territoire d'un autre État contractant.

2/ La Convention s'applique seulement aux différends issus de relations juridiques – contractuelles ou non – que la loi nationale considère comme étant d'ordre commercial.

3/ Le 31 août 1998, l'Allemagne a retiré les réserves qu'elle avait faites lors de la ratification mentionnée à la note 1.

4/ L'Argentine a déclaré que la présente Convention devait être interprétée compte tenu des principes et règles de la Constitution nationale en vigueur ou de ceux qui résultent de réformes prévues par la Constitution.

5/ En ce qui concerne les sentences prononcées sur le territoire d'États non contractants, la Convention ne s'applique que dans la mesure où ces États accordent un traitement réciproque.

6/ La Convention s'applique seulement aux sentences arbitrales postérieures à son entrée en vigueur.

7/ Le Canada a déclaré qu'il n'appliquerait la Convention qu'aux différends issus de relations juridiques – contractuelles ou non – que la loi nationale considère comme étant d'ordre commercial, sauf dans le cas de la province de Québec où la loi ne prévoit pas de telles limites.

8/ La Convention ne s'applique pas aux différends portant sur des biens immobiliers situés dans l'État considéré ou sur un droit relatif auxdits biens.

9/ Le 23 avril 1993, la Suisse a notifié au Secrétaire général sa décision de retirer la déclaration de réciprocité qu'elle avait faite lors de la ratification.

10/ La Convention est interprétée par les tribunaux ou les autorités compétentes du Viet Nam conformément à la Constitution et au droit vietnamiens.

11/ La Convention ne s'applique qu'aux accords d'arbitrage conclus après la date d'adhésion de Malte à la Convention.

II. Incorporation de lois types dans le droit interne

9. Loi type de la CNUDCI sur l'arbitrage commercial international (1985)

Des textes législatifs fondés sur la ***Loi type de la CNUDCI sur l'arbitrage commercial international*** ont été adoptés dans les pays et territoires suivants: Allemagne, Australie, Bahreïn, **Bélarus**, Bermudes, Bulgarie, Canada, Chypre, Égypte, États-Unis d'Amérique (Californie, Connecticut, Oregon et Texas), Fédération de Russie, **Grèce**, Guatemala, Hongrie, Inde, Iran (République islamique d'), Irlande, Kenya, Lituanie, **Madagascar**, Malte, Mexique, Nigéria, Nouvelle-Zélande, Oman, Pérou, Région administrative spéciale de Hong Kong (Chine), Région administrative spéciale de Macao (Chine), **République de Corée**, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (Écosse), Singapour, Sri Lanka, Tunisie, Ukraine et Zimbabwe.

10. Loi type de la CNUDCI sur les virements internationaux (1992)

Le Parlement européen et le Conseil de l'Union européenne ont publié, le 27 janvier 1997, une directive reposant sur les principes de la Loi type de la CNUDCI sur les virements internationaux.

11. Loi type de la CNUDCI sur la passation des marchés de biens, de travaux et de services (1994)

Des textes législatifs fondés sur la Loi type de la CNUDCI sur la passation des marchés de biens, de travaux et de services ou largement inspirés de celle-ci ont été adoptés dans divers pays, dont l'Albanie, l'Azerbaïdjan, la Croatie, l'Estonie, le Kazakhstan, le Kenya, le Kirghizistan, l'Ouganda, l'Ouzbékistan, la Pologne et la République-Unie de Tanzanie.

12. Loi type de la CNUDCI sur le commerce électronique (1996)

Des texte législatifs fondés sur la Loi type de la CNUDCI sur le commerce électronique ont été adoptés dans les pays et territoires suivants: Australie, Bermudes, Colombie, **États de Jersey (dépendance de la Couronne du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)**, France, Illinois (États-Unis d'Amérique) **Irlande**, **Philippines**, Région administrative spéciale de Hong Kong (Chine), République de Corée, Singapour et **Slovénie**.

Des lois uniformes s'inspirant de la Loi type et des principes sur lesquels elle repose ont été élaborées au Canada (Loi uniforme sur le commerce électronique adoptée en 1999 par la Conférence sur l'uniformisation des lois du Canada) et aux États-Unis (Uniform Electronic Transactions Act adopté en 1999 par la Conférence nationale des commissions de juristes sur l'uniformisation des législations des États) et ont été adoptées par un certain nombre de juridictions dans ces pays.

13. Loi type de la CNUDCI sur l'insolvabilité internationale (1997)

Des textes législatifs fondés sur la Loi type de la CNUDCI sur l'insolvabilité internationale ont été adoptés en **Afrique du Sud**, en Érythrée et au Mexique.

III. Présentation chronologique des dépôts d'instrument

1. Convention sur la prescription en matière de vente internationale de marchandises, signée à New York le 14 juin 1974, telle que modifiée par le Protocole du 11 avril 1980

Égypte, 6 décembre 1982
Hongrie, 16 juin 1983
Argentine, 19 juillet 1983
Zambie, 6 juin 1986
Mexique, 21 janvier 1988
Guinée, 23 janvier 1991
Ouganda, 12 février 1992
Roumanie, 23 avril 1992
Slovaquie**, 28 mai 1993

République tchèque**, 30 septembre 1993
États-Unis d'Amérique, 5 mai 1994
Cuba, 2 novembre 1994
Pologne, 19 mai 1995
Slovénie, 2 août 1995
Bélarus, 23 janvier 1997
Uruguay, 1er avril 1997
République de Moldova, 28 août 1997

a/ L'ex-République démocratique allemande a adhéré au Protocole le 31 août 1989.

** Succession; l'ex-Tchécoslovaquie a adhéré au Protocole le 5 mars 1990.

2. Convention sur la prescription en matière de vente internationale de marchandises (New York, 1974) [non modifiée]

Ghana, 7 octobre 1975
République dominicaine, 23 décembre 1977
Norvège, 20 mars 1980
Argentine, 9 octobre 1981
Égypte, 6 décembre 1982
Hongrie, 16 juin 1983
Zambie, 6 juin 1986
Mexique, 21 janvier 1988
Guinée, 23 janvier 1991
Ouganda, 12 février 1992
Roumanie, 23 avril 1992
Slovaquie*, 28 mai 1993
Ukraine, 13 septembre 1993
République tchèque*, 30 septembre 1993
Bosnie-Herzégovine**, 12 janvier 1994
États-Unis d'Amérique, 5 mai 1994
Cuba, 2 novembre 1994
Pologne, 19 mai 1995
Slovénie, 2 août 1995
Bélarus, 23 janvier 1997
Uruguay, 1er avril 1997

République de Moldova, 28 août 1997
Burundi, 4 septembre 1998
Yougoslavie**, 12 mars 2001

a/ L'ex-République démocratique allemande a ratifié la Convention le 31 août 1989.

* Succession; l'ex-Tchécoslovaquie a ratifié la Convention le 26 mai 1977.

** Succession; l'ex-Yougoslavie a adhéré à la Convention le 27 novembre 1978.

3. Convention des Nations Unies sur le transport de marchandises par mer (Hambourg, 1978)

Égypte, 23 avril 1979
Ouganda, 6 juillet 1979
République-Unie de Tanzanie, 24 juillet 1979
Tunisie, 15 septembre 1980
Barbade, 2 février 1981
Maroc, 12 juin 1981
Roumanie, 7 janvier 1982
Chili, 4 juillet 1982
Liban, 4 avril 1983
Hongrie, 5 juillet 1984
Sénégal, 17 mars 1986
Botswana, 16 février 1988
Sierra Leone, 7 octobre 1988
Nigéria, 7 novembre 1988
Kenya, 31 juillet 1989
Burkina Faso, 14 août 1989
Lesotho, 26 octobre 1989
Guinée, 23 janvier 1991
Malawi, 18 mars 1991
Zambie, 7 octobre 1991
Autriche, 29 juillet 1993
Cameroun, 21 octobre 1993
République tchèque, 23 juin 1995
Gambie, 7 février 1996
Géorgie, 21 mars 1996
Burundi, 4 septembre 1998
Saint-Vincent-et-les Grenadines, 12 septembre 2000
Jordanie, 10 mai 2001

4. Convention des Nations Unies sur les contrats de vente internationale de marchandises (Vienne, 1980)

Lesotho, 18 juin 1981
France, 6 août 1982
République arabe syrienne, 19 octobre 1982
Égypte, 6 décembre 1982
Hongrie, 16 juin 1983
Argentine, 19 juillet 1983
Zambie, 6 juin 1986
Chine, 11 décembre 1986
Italie, 11 décembre 1986
États-Unis d'Amérique, 11 décembre 1986
Finlande, 15 décembre 1987
Suède, 15 décembre 1987
Autriche, 29 décembre 1987
Mexique, 29 décembre 1987
Australie, 17 mars 1988
Norvège, 20 juillet 1988
Danemark, 14 février 1989
Bélarus, 9 octobre 1989
Allemagne*, 21 décembre 1989
Ukraine, 3 janvier 1990
Chili, 7 février 1990
Suisse, 21 février 1990
Iraq, 5 mars 1990
Bulgarie, 9 juillet 1990
Espagne, 24 juillet 1990
Fédération de Russie**, 16 août 1990
Pays-Bas, 13 décembre 1990
Guinée, 23 janvier 1991
Canada, 23 avril 1991
Roumanie, 22 mai 1991
Équateur, 27 janvier 1992
Ouganda, 12 février 1992
Slovaquie***, 28 mai 1993
Estonie, 20 septembre 1993
République tchèque***, 30 septembre 1993

Slovénie****, 7 janvier 1994
Bosnie-Herzégovine****, 12 janvier 1994
Géorgie, 16 août 1994
Nouvelle-Zélande, 22 septembre 1994
République de Moldova, 13 octobre 1994
Cuba, 2 novembre 1994
Lituanie, 18 janvier 1995
Singapour, 16 février 1995
Pologne, 19 mai 1995
Belgique, 31 octobre 1996
Ouzbékistan, 27 novembre 1996
Luxembourg, 30 janvier 1997
Lettonie, 31 juillet 1997
Mongolie, 31 décembre 1997
Grèce, 12 janvier 1998
Croatie, 8 juin 1998 ****
Burundi, 4 septembre 1998
Uruguay, 25 janvier 1999
Pérou, 25 mars 1999
Maurice, 20 août 1999
Kirghizistan, 11 mai 1999
Saint-Vincent-et-les Grenadines, 12 septembre 2000
Yougoslavie****, 12 mars 2001
Islande, 10 mai 2001

* L'ex-République démocratique allemande a ratifié la Convention le 23 février 1989.

** La Fédération de Russie a succédé, le 24 décembre 1991, à l'Union des Républiques socialistes soviétiques (URSS) en tant qu'État Membre de l'Organisation des Nations Unies, et assume depuis cette date tous les droits et obligations de l'URSS au titre de la Charte des Nations Unies et des traités multilatéraux déposés auprès du Secrétariat général.

*** Succession; l'ex-Tchécoslovaquie a ratifié la Convention le 5 mars 1990.

**** Succession; l'ex-Yougoslavie a signé et ratifié la Convention le 11 avril 1980 et le 27 mars 1985, respectivement.

5. Convention des Nations Unies sur les lettres de change internationales et les billets à ordre internationaux (New York, 1988)

Guinée, 23 janvier 1991
Mexique, 15 septembre 1992

6. Convention des Nations Unies sur la responsabilité des exploitants de terminaux de transport dans le commerce international (Vienne, 1991)

Géorgie, 21 mars 1996
Égypte, 6 avril 1999

7. Convention des Nations Unies sur les garanties indépendantes et les lettres de crédit stand-by (New York, 1995)

Équateur, 18 juin 1997
Panama, 21 mai 1998
El Salvador, 31 juillet 1998
Koweït, 28 octobre 1998
Tunisie, 8 décembre 1998

8. Convention pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères (New York, 1958)

Israël, 5 janvier 1959
Maroc, 12 février 1959
Égypte, 9 mars 1959
République arabe syrienne, 9 mars 1959
France, 26 juillet 1959
Thaïlande, 21 décembre 1959
Cambodge, 5 janvier 1960
Inde, 13 juillet 1960
Fédération de Russie**, 24 août 1960
Ukraine, 10 octobre 1960
Bélarus, 15 novembre 1960
Norvège, 14 mars 1961
Autriche, 2 mai 1961

Japon, 20 juin 1961
Allemagne*, 30 juin 1961
Roumanie, 13 septembre 1961
Pologne, 3 octobre 1961
Bulgarie, 10 octobre 1961
Équateur, 3 janvier 1962
Finlande, 19 janvier 1962
Hongrie, 5 mars 1962
Sri Lanka, 9 avril 1962
Grèce, 16 juillet 1962
Madagascar, 16 juillet 1962
République centrafricaine, 15 octobre 1962
Pays-Bas, 24 avril 1964
République-Unie de Tanzanie, 13 octobre 1964
Niger, 14 octobre 1964
Suisse, 1er juin 1965
Trinité-et-Tobago, 14 février 1966
Philippines, 6 juillet 1967
Tunisie, 17 juillet 1967
Ghana, 9 avril 1968
Italie, 31 janvier 1969
Nigéria, 17 mars 1970
États-Unis d'Amérique, 30 septembre 1970
Mexique, 14 avril 1971
Botswana, 20 décembre 1971
Suède, 28 janvier 1972
Danemark, 22 décembre 1972
République de Corée, 8 février 1973
Bénin, 16 mai 1974
Cuba, 30 décembre 1974
Australie, 26 mars 1975
Saint-Siège, 14 mai 1975
Belgique, 18 août 1975
Chili, 4 septembre 1975
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, 24 septembre 1975
Afrique du Sud, 3 mai 1976
Espagne, 12 mai 1977
Koweït, 28 avril 1978
Saint-Marin, 17 mai 1979

Colombie, 25 septembre 1979
Jordanie, 15 novembre 1979
Chypre, 29 décembre 1980
Irlande, 12 mai 1981
Indonésie, 7 octobre 1981
Monaco, 2 juin 1982
Nouvelle-Zélande, 6 janvier 1983
Uruguay, 30 mars 1983
Djibouti, 14 juin 1983
Luxembourg, 9 septembre 1983
Haïti, 5 décembre 1983
Guatemala, 21 mars 1984
Panama, 10 octobre 1984
Malaisie, 5 novembre 1985
Canada, 12 mai 1986
Singapour, 21 août 1986
Chine, 22 janvier 1987
Burkina Faso, 23 mars 1987
Costa Rica, 26 octobre 1987
Cameroun, 19 février 1988
Bahreïn, 6 avril 1998
Pérou, 7 juillet 1988
Dominique, 28 octobre 1988
Antigua-et-Barbuda, 2 février 1989
Algérie, 7 février 1989
Kenya, 10 février 1989
Argentine, 14 mars 1989
Lesotho, 13 juin 1989
Guinée, 23 janvier 1991
Côte d'Ivoire, 1er février 1991
Ouganda, 12 février 1992
Lettonie, 14 avril 1992
Bangladesh, 6 mai 1992
Turquie, 2 juillet 1992
Slovénie, 6 juillet 1992
Barbade, 16 mars 1993
Slovaquie, 28 mai 1993
Croatie, 26 juillet 1993
Estonie, 30 août 1993

Bosnie-Herzégovine, 1er septembre 1993
République tchèque, 30 septembre 1993
ex-République yougoslave de Macédoine, 10 mars 1994
Arabie saoudite, 19 avril 1994
Géorgie, 2 juin 1994
Mali, 8 septembre 1994
Zimbabwe, 29 septembre 1994
Sénégal, 17 octobre 1994
Portugal, 18 octobre 1994
Mongolie, 24 octobre 1994
Venezuela, 8 février 1995
Lituanie, 15 mars 1995
Bolivie, 28 avril 1995
Viet Nam, 12 septembre 1995
Kazakhstan, 20 novembre 1995
Ouzbékistan, 7 février 1996
Maurice, 19 juin 1996
Brunéi Darussalam, 25 juillet 1996
Kirghizistan, 18 décembre 1996
Mauritanie, 30 janvier 1997
Paraguay, 8 octobre 1997
Arménie, 29 décembre 1997
El Salvador, 26 février 1998
Népal, 4 mars 1998
Mozambique, 11 juin 1998
République démocratique populaire lao, 17 juin 1998
Liban, 11 août 1998
République de Moldova, 18 septembre 1998
Oman, 25 février 1999
Azerbaïdjan, 29 février 2000
Malte, 22 juin 2000

Saint-Vincent-et-les Grenadines, 12 septembre 2000
Honduras, 3 octobre 2000
Yougoslavie***, 12 mars 2001

* L'ex-République démocratique allemande a adhéré à la Convention le 20 février 1975.

** La Fédération de Russie a succédé, le 24 décembre 1991, à l'Union des Républiques socialistes soviétiques (URSS) en tant qu'État Membre de l'Organisation des Nations Unies, et assume depuis cette date tous les droits et obligations de l'URSS au titre de la Charte des Nations Unies et des traités multilatéraux déposés auprès du Secrétariat général.

*** Succession; l'ex-Yougoslavie a adhéré à la Convention le 26 février 1982.